

LES GRÈVES DU RAIL :

UN COMBAT POUR UN TRANSPORT PUBLIC DE QUALITÉ

Qu'en est-il réellement ?

Le premier ministre Charles Michel qualifie la grève de la SNCB d'« inadmissible »... De notre côté, nous la défendons catégoriquement, car elle s'oppose au plan de privatisation de la SNCB. Revenons sur le fond de la question, trop souvent absent des médias.

LE « PLAN GALANT »

En juillet la Ministre Jacqueline Galant dévoilait les grandes lignes du plan du gouvernement qui mène notre chemin de fer public droit à la catastrophe.

Il s'agit clairement d'un plan de privatisation, comme le vivent aussi Belgacom ou B-Post. L'avenir tracé de la SNCB semblerait plutôt être celui de la Sabena : la faillite ! **On nous fait croire qu'un « manque de moyens » financiers nous impose les privatisations, alors qu'il s'agit d'une volonté politique libérale délibérée !**

Le plan :

- une **coupe drastique de 20% dans les budgets** (3 milliards €) en 5 ans (2015-2019). Le CEO de la SNCB, Jo Cornu, a déjà annoncé que dans ces conditions, il veut déréguler les prix des billets pour l'augmenter en heure de pointe.
- sur cette même période de 5 ans, une **augmentation de la productivité** des cheminots de **20%** (avec notamment le non remplacement de 7000 départs à la pension) ;
- la **suppression des accompagnateurs dans certains trains** (sur les petites lignes – 20%), qui jouent pourtant un rôle important d'information et de sécurité pour les usagers ;
- **suppression de trains** jugés « non rentables » (« remplacés par des bus »), alors que l'essence du service public n'est pas d'être rentable, mais d'offrir un même service accessible à tous ;
- la suppression de HR-Rail, l'employeur unique de tous les cheminots (tant d'Infrabel que de la SNCB) ; c'est à dire une **destruction de l'unicité du statut** de cheminot, **ainsi que des statuts eux-mêmes**, accompagnée d'une scission des instances de concertation sociale ;
- à terme, la **libéralisation** du transport national de voyageurs, autrement dit l'ouverture complète du « marché ferroviaire » aux compagnies privées, comme en Angleterre.

LE DESACCORD

Au chemin de fer, un « protocole d'accord social » est négocié normalement tous les deux ans entre Directions et syndicats reconnus (CGSP-CSC) pour définir les grandes lignes des futures conditions de travail. Et c'est en toute logique que, dans le cadre politique du plan Galant, la proposition des Directions est imbuvable pour la CGSP et la CSC.

Par une multitude de moyens techniques, le but principal du projet de protocole et de ses annexes est de faire travailler les cheminots plus longtemps pour le même salaire, alors que certains subissent déjà tous les jours des horaires de travail insoutenables ! Y compris avec des prestations plus longues pour des postes où la sécurité de tous, cheminots et usagers, est en cause, comme dans l'entretien, les cabines de signalisation ou chez les conducteurs... **Aurait-on déjà oublié l'accident de Buizingen ?**



Comment pourrait-on donner son accord sur un tel projet, alors qu'on sait qu'il est absolument nécessaire de réinvestir dans le transport en commun ?

PASSAGE EN FORCE ET PROVOCATION DES DIRECTIONS

Le 14 décembre, lors de la réunion de conciliation suite au dépôt du préavis de grève (de la CGSP-CSC), les CEO de la SNCB et d'Infrabel ne sont tous simplement pas venus discuter. Pire, deux jours après, ils ont voté en commission paritaire trois articles du projet de protocole sans l'accord des syndicats, pour une mise en application dès le 1er janvier ! Et comble de la provocation, ils font ensuite appel au ministre de l'emploi, Kris Peeters, pour envoyer un conciliateur pour « ouvrir le dialogue » avec les syndicats... à la condition qu'ils retirent leur préavis de grève !

Et ce n'est pas tout. Entre-temps on apprend que la SNCB prépare une charte qui, entre autres, impose aux permanents syndicaux des « consignes de confidentialité » et donne le droit à la direction de démettre ceux qui ne lui plairaient pas ! Il s'agit d'une ingérence inadmissible du rang patronal au sein de l'organisation syndicale, qui devrait être une organisation propre aux travailleurs.

UN VÉRITABLE BRAS DE FER

Face à la provocation, aux menaces et au chantage des Directions, nous appelons les syndicats à ne pas se perdre dans la définition d'un « cadre de négociations » et de maintenir le préavis de grèves... à moins de « **repartir d'une page blanche sur tous les dossiers** » (avec le retrait du projet de protocole et des 3 articles votés), comme l'affirmait le président de la CGSP Cheminots, Michel Abdissi, le 18 décembre. Ceci nous paraît bien la seule position viable.

Nous saluons le front commun des syndicats, parti pour une grève de 48h, avec une menace de reprendre pour 72h si les négociations, **qui se doivent d'être transparentes**, n'avancent pas entre-temps ! Par contre, la rupture du préavis annoncée unilatéralement par des représentants néerlandophones de la CSC et de la CGSP est absurde, communautariste et anti-démocratique.

La suite à donner au plan d'action devra se décider démocratiquement en consultant la base. Mais il faut avant

Les cheminots, des fainéants ?

Les cheminots sont loin d'être des « fainéants » ou des « profiteurs ». Les conditions de travail deviennent de plus en plus dures pour tous. Beaucoup de ces fameux jours de « congés », en réalité des jours de compensation d'heures prestées, sont même irrécupérables par manque de personnel. Il y a une augmentation du stress et des cas de burn-out. Comment en faire toujours plus avec toujours moins de moyens ? Les conditions de travail se dégradent pour les cheminots et, contrairement à leur volonté, celles-ci dégradent inévitablement le service aux voyageurs !

LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT EST DE SOUS-FINAN-
CER LE SERVICE ET DE SALIR L'IMAGE DE LA SNCB,
POUR QUE TOUS ARRIVENT À LA FAUSSE CONCLUSION QUE
« LE SERVICE PUBLIC EST INEFFICACE, IL FAUT LE PRIVATISER ».

tout **mobiliser sur tous les lieux de travail pour que cette grève soit une réussite !**

Ce ne sont pas « les cheminots qui prennent en otage les voyageurs », mais le gouvernement qui prend littéralement en otage le service public, en le privatisant morceau par morceau au seul profit de sociétés privées et de leurs actionnaires. Le but des grèves n'est évidemment pas d'ennuyer les voyageurs, mais de créer un impact économique pour mettre la pression sur la Ministre et l'ensemble du gouvernement pour les faire plier.

Beaucoup d'associations et de secteurs syndicaux ont manifesté leur soutien à la grève des cheminots, c'est excellent ! **La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs qui résistent aux mesures d'austérité du gouvernement Michel-De Wever.** Nous vous appelons tous à venir soutenir les piquets de grève !

Cheminots, soyez solidaires, déclarez-vous en grève !

**Usagers-cheminots, travailleurs de tous les secteurs,
venez renforcer les piquets de grève !**

Renforçons le front commun syndical à la base !

« Page blanche ou rien » pour reprendre la conciliation !

Retrait du Plan Galant !

Tous ensemble contre la politique d'austérité du gouvernement Michel !

Pour une société de chemin de fer unique, 100 % publique !

Un seul statut pour tous les travailleurs du Rail !



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl